



HAL
open science

Les jeunes Chinois dans différents espaces nationaux

Emilie Frenkiel, Simeng Wang

► **To cite this version:**

Emilie Frenkiel, Simeng Wang. Les jeunes Chinois dans différents espaces nationaux: Expressions et engagements politiques. Participations - Revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté, 2017, Participer dans le monde chinois: une jeunesse connectée, 17 (1), pp.5-33. 10.3917/parti.017.0007 . hal-01876051

HAL Id: hal-01876051

<https://hal.science/hal-01876051>

Submitted on 18 Sep 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Participer dans le monde chinois : une jeunesse connectée (titre du dossier)

Les jeunes Chinois dans différents espaces nationaux : Expressions et engagements politiques (titre de l'introduction)

Émilie Frenkiel, Simeng Wang

Dans ce numéro, nous nous interrogeons sur les spécificités de la parole, de l'opinion publique et de la participation politique des Chinois, et sur les conséquences de leur interaction croissante avec le monde extérieur, que ce soit en Chine, sur Internet, en voyage, dans le cadre de leurs études ou de leur vie professionnelle, ainsi que sur les stratégies qu'ils adoptent pour exprimer leurs opinions et participer. Cette réflexion collective s'ouvre à des contributions portant sur les Chinois résidant en France ainsi que sur le cas taïwanais : il s'agit de mettre à l'épreuve les analyses de l'influence du confucianisme, des « valeurs asiatiques » et de la « culture politique » chinoise et de leur incompatibilité potentielle avec des pratiques démocratiques, selon lesquelles « la Chine serait, depuis toujours, sous la coupe d'une culture politique de la soumission au pouvoir étatique. Par contrecoup, l'autorité *en général*, familiale, professorale, administrative, policière jouirait d'une position éminente dans l'architecture sociale » (Rocca, 2013). Notre objectif principal est de proposer une analyse des formes ascendantes de participation, des manières dont la jeunesse chinoise ou d'origine chinoise navigue, notamment en ligne, entre différents environnements politiques (autoritaires, démocratiques, représentatifs, participatifs, etc.), s'exprime et participe à la politique, de façon plus ou moins critique à l'égard du pouvoir. On s'intéressera également à la réponse apportée à ces diverses formes de participation par les gouvernements chinois et taïwanais. Enfin, ce dossier veut s'inscrire dans des débats plus larges, d'ordre méthodologique, autour de la question de comment faire de la science politique et de la sociologie en contexte autoritaire ou dans sa périphérie. Ces débats portent sur l'usage controversé des sources statistiques, l'accès aux archives officielles, institutionnelles et privées, les ressources disponibles dans l'espace public (notamment médias et Internet), les spécificités de l'entretien et de l'observation ou les jeux de langage.

Dans le sillage de nombreux travaux ayant déjà balisé le domaine des études consacrées à l'engagement politique (Fillieule, Mayer, 2001 ; Sawicki, Siméant, 2009), de plus en plus de chercheurs étudient ce que le numérique fait aux logiques de mobilisation. Que veut dire s'engager en politique *via* des outils numériques ? Les notions de « démocratie électronique » (Vedel, 2003 ; Wojcik, 2010) et d'« hyperdémocratie » (Flichy, 2001) se sont développées pour travailler le couple démocratie-Internet (Monnoyer-Smith, Wojcik, 2014). Florence Haegel affirme ainsi que « le rôle d'Internet comme instrument de veille, de diffusion et de mobilisation est de plus en plus central dans le fonctionnement démocratique » (Haegel, 2009, p. 52). Nous proposons, dans ce dossier, de prolonger ces réflexions autour de la participation politique en ligne, dans un contexte particulier, celui d'un régime autoritaire : la Chine continentale. Il nous semble intéressant d'étudier en parallèle la participation politique des Chinois ayant grandi en contexte autoritaire et résidant de nos jours hors de Chine. Ces deux situations permettront de comparer l'impact du contexte politique dans lequel l'individu se

situé sur sa participation politique. Ainsi se pose la question du transfert et de la circulation des formes de participation.

En comparaison avec la littérature anglo-saxonne que nous présenterons en détail dans la partie suivante, les travaux menés par des chercheurs chinois sur la question de participations politiques des Chinois du continent sont relativement rares. Nos homologues chinois parlent de l'« infaisabilité » de ce type de recherche étant donné la nature « sensible » (*mingan*) du sujet, puisque les résultats pourraient devenir une « source d'instabilité » pour la société chinoise (*pohuai shehui wending*). À savoir que l'État chinois constitue l'un des financeurs principaux de la recherche scientifique et que dans la gestion administrative des universités chinoises, toute activité scientifique de l'enseignant-chercheur est impérativement enregistrée. Malgré cet environnement global défavorable au fleurissement des études sur la participation politique des Chinois à proprement parler, certains chercheurs s'efforcent de contourner le sujet par l'étude des mouvements sociaux et celle des classes populaires. Citons dans un premier temps Guo Yuhua, professeure de sociologie à l'Université Tsinghua. Très inspirés par James Scott (Guo, 2002), ses travaux sur le monde ouvrier chinois et sur les mouvements sociaux dans la Chine contemporaine – allant des grèves et revendications des ouvriers migrants aux mouvements de défense des droits des propriétaires de logement – ont contribué, dans le contexte autoritaire et inégalitaire de la Chine post-maoïste, à donner voix aux « sans-voix » (Guo, 2008a), aux « subalternes » (*diceng*) et aux « exclus » de la société chinoise (Guo, 2008b, 2013). Avec entre autres, Sun Liping et Shen Yuan, ses collègues au département de sociologie, ils ont rédigé en 2010 un rapport sur la politique de maintien de la stabilité à travers une institutionnalisation de l'expression d'intérêts (*Yi liyi biaoda zhiduhua shixian shehui de changzhi jiu'an*¹). Faisant partie des rédacteurs de ce dernier rapport, Ying Xing mène des recherches sur les relations entre l'État-Parti et la société dans la Chine rurale, à la croisée de la sociologie rurale, de la sociologie politique et de la sociologie du droit. Il adopte une perspective historique et dynamique pour saisir les logiques des mobilisations collectives des paysans chinois et leurs interactions avec les représentants locaux de l'État-Parti, en observant des mouvements de paysans plaignants (*shangfang*) résistant aux projets de saisie de leurs maisons ou terres (Ying, 2001) et des « procès et jugements » des villageois (Ying, 2007). Les travailleurs-migrants (*nongmingong*) sont un autre groupe de « subalternes » ayant attiré l'attention des chercheurs chinois. Ngai Pun, Cantonaise immigrée à Hong Kong à la fin des années 1970 et professeure à l'Université polytechnique de Hong Kong, conduit des enquêtes de terrain ethnographiques auprès des ouvrières chinoises dans la région de Canton, sur les « silence » et « parole » collectifs de cette classe sociale (Pun, 1999, 2005). Se développe ainsi une « perspective des subalternes » (*diceng shijiao*), qui est marquée par l'étude des structures sociales macrosociologiques au prisme des actions des individus issus des classes dominées (Xu, 2010 ; Wang, 2011).

Malgré l'existence de ces travaux chinois sur les mouvements sociaux des « subalternes » et des plus dominés, nous notons une absence frappante de la jeunesse chinoise en la matière. Comment se manifestent leur expression et engagement politiques ? Il s'agit d'une génération issue de la politique de l'enfant unique². N'ayant pas connu l'époque des mobilisations sociales massives – la révolution culturelle et les événements de Tian'anmen –, certains d'entre eux ont pourtant grandi avec la mémoire de ces événements (voir les articles d'Émilie Frenkiel et de Simeng Wang dans ce dossier). C'est également une génération née après la politique de réforme et d'ouverture, événement clef de l'intensification de mobilités – non

¹ Guo Yuhua, Sun Liping, Shen Yuan et al., 2010, *Yi liyi biaoda zhiduhua shixian shehui de changzhi jiu'an*, Rapport, <http://www.gsl.szwz.gov.cn/UploadFile/20131216152848155.pdf> (accès le 29/05/2017).

² Cette politique est mise en œuvre entre la fin des années 1970 et fin 2016.

seulement géographiques mais également sociales – au sein de la société chinoise. Sur l'histoire de la Chine contemporaine, cette génération de jeunes Chinois a connu en même temps une possibilité de mobilité internationale plus importante, en raison des études supérieures ou du travail (Wang, 2015). Certains jeunes Chinois – notamment ceux nés et éduqués en milieu urbain – ont plus intégré les valeurs capitalistes et individualistes que le collectivisme socialiste sur lequel ils ne peuvent plus réellement compter pour survivre dans une société où la « loi de la jungle » et ses valeurs dominent (Liu Fenshu, 2009). Il s'agit également d'une génération particulièrement bien « connectée ». Par rapport aux Européens, les internautes chinois passent relativement plus de temps sur Internet pour un usage des médias en ligne relativement supérieur³. La démocratisation des mobiles est surtout promue par cette génération même si, aujourd'hui, l'usage des smartphones s'étend aux Chinois de tous âges (voir l'article de Liu Jun⁴ dans ce dossier). Selon une enquête datant de 2007 dans laquelle des jeunes de 16 à 25 ans avaient été interrogés, 72 % avaient affirmé qu'ils utilisaient Internet pour exprimer leurs opinions personnelles, alors que c'était le cas pour seulement 56 % des jeunes Américains (Wallis, 2011). Ainsi, les jeunes Chinois que nous étudions dans ce dossier constituent une génération sociale dont la trajectoire reflète fidèlement les transitions sur tous les plans – économique, social, politique, culturel, médiatique, technologique, etc. – de la société chinoise d'un régime post-maoïste vers le régime actuel, toujours autoritaire mais renouvelé.

La participation en ligne est l'une des entrées de ce numéro pour plusieurs raisons. D'abord, le développement d'Internet en Chine a un impact décisif sur l'opinion publique, sur la presse traditionnelle et sur les politiques publiques (Salmon, 2011), ce dont le gouvernement chinois a bien conscience. Pour atteindre les objectifs d'amélioration de la gouvernance, de stabilité sociale, de réduction des inégalités et de lutte contre la corruption, la transparence et la participation sont valorisées dans un contexte de libéralisation des médias (Stockmann, 2014), d'ébullition de la société civile (au sens très large de non-officiel, traduction de *minjian*), d'accélération et d'intensification de l'accès à Internet mais aussi de résilience des mécanismes de contrôle et de censure. L'accès à Google, aux réseaux sociaux tels que Facebook et Twitter et à certains médias comme le *New York Times* est en effet interdit. Les dirigeants chinois ont investi dans les nouvelles technologies et l'e-gouvernement dans le but de saisir les grandes tendances de l'opinion publique et de renforcer leur légitimité (Zhou, 2006 ; Zheng, 2008).

De plus, des formes ascendantes de participation issues de la société civile, qui adoptent une posture souvent critique à l'égard du pouvoir, sont récurrentes sur la Toile. Elles sont en grande partie assurées par les jeunes générations, qui décideront de l'avenir de la vie politique chinoise. Fin 2016, il y avait 731 millions d'internautes en Chine, soit encore 43 millions de plus que l'année précédente. 53,2 % de la population chinoise est ainsi connectée. 695 millions, soit 95,1 % des internautes, se connectent de leur téléphone portable (90 % l'année précédente). Ce sont principalement de jeunes urbains, par ailleurs relativement aisés et instruits et résidant dans les régions côtières plus développées de la Chine continentale⁵.

³ Les Chinois auraient consacré en 2016 plus de temps aux médias numériques qu'à tous les médias traditionnels confondus et en 2015, les médias numériques ont attiré plus 50 % de l'investissement publicitaire en Chine, comparativement à la France où cette part de marché s'établit à un tiers (*Emarketer*, 2017 ; Nebia, 2016).

⁴ Les noms des auteurs chinois apparaissent conformément au souhait des auteurs : à la chinoise pour Liu Jun, dont le nom de famille précède le prénom, et à la française pour Simeng Wang, dont le prénom précède le nom de famille.

⁵ Seulement 201 millions d'internautes (27 % de la population) habitent dans les zones rurales. L'écart du taux de pénétration d'Internet entre les villes et les campagnes est de 45,2 % (Wang, Li, 2012). De par sa démographie, la Chine se situe ainsi au premier rang des nations connectées, même si 46,7 % des Chinois sont

Ce dossier vise ainsi à proposer une sociologie de la prise de parole politique en contexte autoritaire et dans sa périphérie à partir de l'exemple de la jeunesse chinoise mondialisée. Autrement dit, nous nous intéressons d'un côté aux pratiques citoyennes en Chine (voir les articles de Liu Jun, de Séverine Arsène et de Nolwenn Salmon), et de l'autre aux pratiques politiques de jeunes résidant hors de Chine mais vivant des héritages politiques fortement liés au régime chinois (voir l'article de Simeng Wang pour les migrants chinois qualifiés immigrés en France et les manières dont ils s'acculturent à de nouvelles pratiques politiques dans leur pays d'accueil, et l'article d'Émilie Frenkiel pour le cas d'une jeune taïwanaise née d'un père chinois ayant participé aux événements de Tian'anmen). Le réassemblage de ces deux types d'études empiriques nous paraît stimulant pour évaluer la pertinence de la littérature sur l'évolution de la participation politique dans les démocraties nord-américaines et européennes dans les contextes autoritaires et d'identifier dans quelle mesure et en quoi l'expression et la participation politiques y sont comparables. Nous nous demanderons en particulier si, dans un climat de censure et de répression, les nouvelles opportunités de participer offertes par Internet (Mossberger, Tolbert, McNeal, 2008 ; Oates, Owen, Gibson, 2006) sont moindres, ou si au contraire la Toile n'apparaît pas comme un refuge d'autant plus central pour l'expression et l'engagement politiques. Hormis les travaux de Séverine Arsène (2011a, 2011b), les publications francophones sur ces questions sont rares. Ce dossier rend compte d'enquêtes de terrain menées entre 2009 et 2016. Il met en évidence un réel tournant sous Xi Jinping, avec un resserrement des contrôles et des prises de parole moins libres. De plus, les diverses contributions porteront une attention toute particulière à la question des générations et à la participation des plus jeunes, et chercheront à déterminer si le contexte autoritaire renforce ou non la tendance d'Internet à être « l'arme des plus forts » (Verba Schlozman, Brady, 1995 ; Schlozman, Verba, Brady, 2010), au sens où ce sont les groupes traditionnellement les plus privilégiés qui s'en saisissent le plus massivement et efficacement (Norris, 2000).

Dans la partie suivante, nous montrons, à travers la présentation des derniers outils de gouvernance expérimentés par les dirigeants du Parti, des pratiques de contournement de la censure par les citoyens qualifiés, ainsi que l'effet des mobilités internationales sur les formes de participation des Chinois émigrés, l'évolution d'un régime autoritaire rythmée par des formes de participation politique très variées assurées par de multiples acteurs.

Un contexte autoritaire renouvelé

Alors que la plupart des êtres humains ont vécu dans un contexte dictatorial pendant la majeure partie de l'histoire, la plupart des théories du gouvernement se concentre sur la sélection des dirigeants, les décisions politiques et les choix institutionnels dans les démocraties. « Ce qui occupe la plupart des études qui s'intéressent à l'autoritarisme, c'est comment il débute ou comment il prend fin plutôt que comment les gouvernements autoritaires fonctionnent » (Geddes, 2006, p. 149). Dans ce dossier, notre intention est justement de contribuer à une compréhension plus fine du fonctionnement des régimes autoritaires à travers l'étude de l'expression et de la participation politiques en Chine. La diversité de ces régimes est en effet remarquable. Entre les régimes les plus forts, faibles, durs ou modérés, efficaces ou non, les différences peuvent être encore plus grandes qu'avec les régimes démocratiques (Geddes, 1999). Le cas chinois est exemplaire en ce sens, puisque la nature autocratique du système n'a pas empêché le pays de se hisser en trente-cinq ans au sommet des puissances mondiales, ni d'augmenter de 80 % son niveau de développement

exclus du web (contre 9 % des Japonais, 16 % des Taïwanais ou Singapouriens, 26 % des Hongkongais, 29 % des Russes mais 65 % des Indiens).

humain⁶. Le Parti communiste chinois, fait rare (Gandhi, Przeworski, 2007, p. 1279), fêtera en 2019 ses 70 ans de maintien au pouvoir. La quête de légitimité, le sentiment que dans certaines circonstances un système est le plus adapté à une certaine société (Lipset, 1983) est un élément important de contextualisation de notre dossier. Il est difficile de mesurer avec précision la légitimité dont bénéficie le Parti, mais un certain nombre d'études permet de comprendre que les dirigeants chinois y prêtent une grande attention et mobilisent un éventail de politiques pour la renforcer (Tsang, 2009). Cette légitimité repose principalement sur le rôle historique du parti pendant la Seconde Guerre mondiale, sa performance économique, son maintien de la stabilité politique, sa capacité à contenir la corruption et à répondre aux attentes nationalistes de rendre à la Chine sa puissance et sa richesse (Weatherley, 2006 ; Shue, 2010 ; Heberer, Schubert, 2006).

Le système chinois comprend une diversité de mécanismes institutionnels de représentation et de participation mis en place pour moderniser et optimiser sa gouvernance et renforcer la légitimité du régime. Coexistent ainsi des élections directes (des comités villageois, de certains comités de quartier, des assemblées populaires jusqu'au niveau du district, des associations professionnelles), des élections indirectes (des assemblées populaires au-delà du district, d'autres comités de quartier) et des législatures non élues comme les conférences consultatives dont les membres sont nommés par le Parti (Heberer, Schubert, 2006 ; Charon, 2012 ; Fewmsith, 2013 ; Audin, 2015 ; Manion, 2015). En parallèle, les expériences de budget participatif se multiplient. Certains bourgs organisent même depuis plus de dix ans des assemblées délibératives. Ces mécanismes institutionnalisés et ces expériences locales ne sont pas conçus comme des jalons d'une transition démocratique, mais plutôt comme des technologies de gouvernement, des instruments d'action publique (Lascoumes, Le Galès, 2005) destinés à faciliter, rationaliser, légitimer les décisions politiques et ainsi renforcer l'assise du régime.

La communauté d'internautes chinois est particulièrement dynamique, réactive, influente et redoutée. Il arrive en effet régulièrement que des événements locaux, des affaires de corruption ou des scandales sanitaires étouffés connaissent un retentissement national inattendu par le truchement de discussions en ligne animées. Malgré les contrôles et les campagnes de responsabilisation, certains internautes chinois s'émancipent des attentes et directives officielles et se saisissent des outils numériques pour devenir des citoyens alertes (Walsh, 2014). Ces convulsions virtuelles de l'opinion publique ne sont pas nécessairement victimes de la censure (ou seulement dans un second temps ou quand elles prennent trop d'ampleur), car de telles démonstrations citoyennes aident indubitablement le gouvernement central à mieux comprendre l'opinion publique et à surveiller les agences gouvernementales et les administrations locales. Pour le pouvoir chinois comme pour les doctrinaires français, la logique d'extension des libertés est en rapport avec leur conception comme « moyens de gouvernement », plus qu'à des prolongements des libertés individuelles au sens libéral traditionnel (Rosanvallon, 1985). La liberté de la presse, la liberté d'expression et les canaux de protestation sont pensés comme des moyens d'interpénétration de la société et du gouvernement, des moyens de communication qui servent autant à la société qu'au gouvernement (Zheng, 2008). Ainsi, en étudiant la participation politique des jeunes Chinois, notamment en ligne, nous tentons de contribuer à la compréhension de la production de légitimité en contexte autoritaire.

Censure et utilisation d'un Internet bridé

⁶ Université de Sherbrooke, « Indice de développement humain – Chine », *Perspective monde*, <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/CHN/fr/SP.POP.IDH.IN.html> (accès le 09/06/2017).

Les médias sont depuis longtemps chargés par le Parti de collecter des données sur les problèmes rencontrés au niveau local. L'information remontait néanmoins par deux canaux séparés : les médias grand public, et les rapports internes (*neican*) qui permettaient de contrôler l'action des cadres locaux sans alerter la population de leurs méfaits. Depuis l'ouverture au marché des années 1980, les coûts de ce système de contrôle dans le domaine des médias ont été considérablement réduits (Stockmann, 2011 ; Lynch, 1999), sans que les mécanismes du marché conduisent à une explosion du journalisme d'investigation ni que l'État renonce à ses objectifs de contrôle. De nos jours, les médias officiels sont encore strictement encadrés. Les possibilités offertes par les réseaux sociaux de publier et faire circuler des informations, opinions ou récits d'événements controversés sont bien plus grandes (Lagerkvist, 2005a, 2005b ; Hu, 2008 ; Yang, 2009 ; Xiao, 2012). Les voix les plus libérales voire dissidentes dépendent largement de la Toile pour propager leurs idées. Mais on y observe une grande pluralité d'opinions (nationalisme, conservatisme, confucianisme, nouvelle gauche, néomaoïsme, etc.). Les nouveaux médias ont transformé les médias traditionnels sans toutefois les libérer car ils permettent au gouvernement d'imposer sa version des faits. Néanmoins, le Parti a opté pour un contrôle plus sophistiqué et stratégique des médias traditionnels et des réseaux sociaux. Outre la censure systématique des critiques directes des dirigeants et des publications susceptibles d'inciter à l'action collective, la conjonction de contrôles plus gradués et ponctuels et l'occupation des esprits par la multiplication de publications plus favorables au régime permet à ce dernier de ne pas étouffer toutes les velléités d'expression et de discussion publiques (Zhou, 2006, p. 146) et de se priver ainsi des avantages apportés par l'opinion publique en matière de gouvernance par le biais du guidage de l'opinion publique et de la supervision par l'opinion publique (voir les articles de Séverine Arsène et de Nolwenn Salmon dans ce numéro). La possibilité, certes contrôlée, de s'informer, s'exprimer, débattre, se coordonner et organiser des actions collectives sur Internet a bouleversé la société chinoise, en particulier les jeunes générations. Lorentzen associe explicitement le soutien dont bénéficie le système auprès des Chinois (Whyte, 2010) au développement d'Internet en Chine et à la « censure stratégique » (Lorentzen, 2014). Il est par ailleurs essentiel de préciser que la censure est également motivée par des considérations économiques en ce sens qu'un certain protectionnisme régit le web chinois et contribue au succès de grandes entreprises comme Baidu, Alibaba et Tencent, rivaux chinois de Google, Amazon, eBay, Facebook et Twitter.

Cette censure est rendue possible par quatre facteurs. D'abord, l'infrastructure du réseau et son petit nombre de serveurs, facilitant le filtrage ou le blocage constant ou provisoire par mots-clés et URL (il s'agit du « Great Firewall », dont le site <https://en.greatfire.org/analyze> permet en temps réel de connaître les cibles) ; la capacité de l'État chinois, et plus précisément du ministère de l'Industrie et de l'Information technologique, à réguler de façon stricte les médias et les contenus susceptibles de nuire à la stabilité sociale et politique ; la décentralisation de la censure et la responsabilisation des fournisseurs d'accès à Internet et notamment aux blogs ; et enfin les campagnes de nettoyage réservées aux contenus pornographiques, aux paris en ligne, à la vente de médicaments illégaux et aux événements politiques particulièrement sensibles comme les Congrès du Parti.

Le Great Firewall empêche une communication fluide entre la Chine et l'extérieur mais n'affecte pas l'expression des internautes chinois puisqu'il existe des équivalents aux réseaux sociaux étrangers bloqués. Le blocage de mots-clés empêche de poster un texte qui contient des mots ou expressions censurés. Cela conduit à des stratégies de contournement par homophones, jeux de mots, etc. Une fois ces deux types de censure *ex ante* automatisée

passés, un troisième type entre en jeu : la censure *ex post* par les censeurs qui lisent et effacent ce qui leur semble inacceptable. Il s'agit principalement d'une pratique manuelle, menée dans les 24 heures qui suivent la publication par une armée de censeurs, dont Chen et Ang en 2011 ont ainsi estimé la taille : à tous les niveaux de l'État chinois (central, provincial et local), entre 20 000 et 50 000 policiers du Net (*wang jing*) et surveillants du web (*wang guanban*) et entre 250 000 et 300 000 membres du Parti des 50 cents (*wumao dang*) quadrillent la toile. De plus, chaque site emploie de façon privée des centaines de censeurs (Sullivan, 2014). La censure est ainsi décentralisée. La responsabilité en est donnée aux fournisseurs et producteurs de contenus en ligne.

Il est relativement facile de contourner la censure si l'on maîtrise les outils technologiques adéquats comme les serveurs proxy, si l'on pratique plus simplement la satire, la parodie (*egao*), l'antiphrase, ou si l'on est initié à la langue et à l'humour d'Internet et qu'on connaît et comprend les derniers jeux de mots, qui partent souvent des nombreux homophones dans la langue chinoise (*hexie* : harmonisation/crabes de rivière, euphémisme qui désigne la censure, construit à partir du célèbre slogan de Hu Jintao et Wen Jiabao sur la société harmonieuse ; *sangedaibiao* : théorie des trois représentations/porter trois montres, jeu de mots se moquant de la théorie énoncée par le président Jiang Zemin visant à accepter les entrepreneurs au sein du Parti, etc.). Les détenteurs de ces savoirs et compétences en viennent parfois à justifier la censure, censée protéger et purifier le web de la masse inculte et prétendument moins civilisée dont ils cherchent à se distinguer. La thèse de Séverine Arsène étudie précisément les « règles de civilité » que les internautes, qui appartiennent principalement à la classe moyenne, s'imposent à eux-mêmes. Elle explique que « prendre la parole sur Internet est pour bon nombre d'individus une manière de se mettre en scène comme des membres à part entière de la société chinoise moderne » (Arsène, 2011a). Dans ces conditions, un minimum de contrôle est souhaité voire plébiscité par les internautes, qui ne souhaitent pas trouver leurs sites favoris « salis » par des remarques intempestives (Wallis, 2011).

On néglige souvent, à tort, le caractère flottant et variable de ce système de contrôle et de surveillance du web étant donné la diversité des méthodes de censure, l'absence de consignes et critères précis à respecter (les menaces à la sécurité de l'État, à la stabilité sociale et à l'unité nationale sont tout particulièrement problématiques en ce sens), leur manque de transparence (il n'existe pas de liste exhaustive, stable et fiable des mots ou sites censurés), et l'incommensurabilité des contenus publiés. Une étude empirique de grande envergure de la censure *ex post* menée en 2011 en a considérablement affiné notre compréhension en montrant qu'elle a pour objectif principal de réduire la probabilité d'action collective (King, Pan, Roberts, 2013).

On observe un net renforcement des contrôles depuis 2013 et l'apparition de nouvelles régulations destinées à lutter contre les rumeurs en ligne, auxquels Liu Jun consacre un article dans ce dossier. Sur Sina Weibo, Twitter chinois, la dimension politique a quasiment entièrement cédé la place aux dimensions commerciales et consuméristes. Les utilisateurs se sont repliés vers des réseaux sociaux moins ouverts comme WeChat (*weixin*) où les discussions sont restreintes à de petits groupes. Le resserrement des contrôles depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping (Creemiers, 2015) est un élément structurant de notre dossier. Il est rendu possible par la maîtrise technologique acquise par une Chine de plus en plus innovante. Les dernières avancées en matière d'intelligence artificielle sont ainsi mises au service de la censure. De même, on observe que la décentralisation des contrôles encourage l'innovation technologique des entreprises qui cherchent à réduire les coûts humains et financiers de cette responsabilité. Contrairement au contexte taïwanais où l'innovation sert à renforcer une jeune

démocratie, en dehors de ses ressorts commerciaux, l'innovation technologique en Chine est mise au service du contrôle, même si toute une industrie s'est simultanément développée autour du contournement de la censure.

Une conception élitiste de la citoyenneté

La démocratisation de l'accès à Internet n'équivaut pas à une claire démocratisation des mentalités et de la société. Le monde virtuel est perméable aux inégalités, aux discriminations et aux représentations, qu'on retrouve sur Internet. Il existe une profonde fracture digitale : les internautes étant principalement de jeunes urbains, ils bénéficient de droits, notamment sociaux (sécurité sociale, éducation, logement, retraite, etc.), plus étendus que leurs compatriotes dont le *hukou* (certificat de résidence) est rural. L'idée de partager les privilèges dont ils jouissent avec ces travailleurs migrants (*nongmingong*), même si ces derniers résident depuis des mois ou des années dans leur ville, passe mal, comme le montrent par exemple les réticences des familles pékinoises et shanghaiennes à accorder aux descendants des travailleurs migrants les mêmes privilèges éducatifs, et notamment d'accès aux grandes universités de la capitale, qu'aux leurs. Il faut cependant préciser que les évolutions récentes, et notamment l'accès grandement facilité au web par la téléphonie mobile, ouvrent de nouvelles perspectives. Les travailleurs migrants trouvent par le biais du Net, des textes, chansons, poèmes et vidéos postés sur divers sites plus ou moins spécialisés, un moyen d'exprimer et de revaloriser une identité et des valeurs collectives (Florence, 2013 ; Zhang, Fung, 2013).

Certains jeunes internautes en partie issus de la politique de l'enfant unique sont animés par un fort sentiment patriotique. La prolifération de discussions diffusées publiquement, même contraintes, sur des questions politiques fondamentales a mis un terme aux débats en huis clos (deLisle, Goldstein, Yang, 2016, p. 20-21) et encourage les discussions en ligne. Depuis les années 1990, les publications et manifestations nationalistes se sont multipliées, et les forums (tels que *qiangguo wang*) et réseaux sociaux signalent la prégnance d'un nationalisme inquiet auprès des jeunes internautes (Yang, Zheng, 2012 ; Gries et al., 2016 ; Jie, 2016) et ont largement contribué au renforcement du phénomène (Cairns, Carlson, 2016). Les excès des « Jeunes en colère » (*fenqing, xiaofenhong*) qui se mobilisent régulièrement virtuellement et physiquement contre le Japon et épisodiquement contre les médias étrangers ou les pays qui, comme la France à la veille des Jeux olympiques, sont perçus comme manquant de respect à la Chine, ne peuvent toutefois être considérés comme représentatifs de la population des internautes chinois. Alastair Johnson a ainsi récemment démontré que le phénomène largement commenté de la montée du nationalisme chez les jeunes Chinois n'est pas vérifié scientifiquement et qu'en dehors d'un renforcement temporaire en 2008 et 2009 (Jeux olympiques de Pékin, tremblement de terre de Wenchuan, émeutes et répression au Tibet et au Xinjiang, anniversaires de la politique de réforme et d'ouverture, de la République populaire de Chine, etc.), les jeunes Pékinois font preuve d'un patriotisme stable et moindre que leurs aînés, malgré la création en 1993 d'un programme d'éducation patriotique (Johnston, 2017).

Ces derniers véhiculent également un discours élitiste et capacitaire très répandu en Chine sur la faible « capacité » (*suzhi*) de leurs compatriotes moins éduqués, notamment pour justifier qu'on retarde la mise en place d'élections compétitives (Anagnost, 2004 ; Kipnis, 2006 ; Rocca, 2017). L'argument du manque de développement ou de « civilisation » des masses paysannes est encore extrêmement répandu. Le sinologue Bruce Gilley cite les propos d'un chercheur chinois expatrié, qui prétend que parler en Chine de démocratie à l'heure actuelle revient à faire « jouer du piano à un bœuf car c'est un concept trop sophistiqué pour une

audience aussi peu sophistiquée » (Gilley, 2004). Ce discours antidémocratique trouve son origine chez Liang Qichao, intellectuel majeur du tournant du xx^e siècle. En 1905, celui-ci élabore, dans *Sur le despotisme éclairé*, une défense du despotisme éclairé, dont les modèles sont Napoléon I^{er} et Frédéric II. Il lui semble justifié de subordonner l'individu aux besoins d'un État moderne s'il n'est pas suffisamment évolué et pose ainsi les jalons de la justification de l'autoritarisme : si la qualité de la population est insuffisante, l'harmonie naturelle de l'ordre politique ne peut être atteinte. Les Chinois doivent d'abord être transformés en citoyens, sinon la liberté qui leur serait accordée ne mènerait qu'au chaos.

Les analyses de Leo Strauss sur l'art d'écrire entre les lignes pour éviter la persécution sont d'une grande pertinence pour saisir les subtilités de la censure, de l'autocensure et du web chinois. Strauss insiste sur le fait que « la persécution [...] ne peut empêcher la pensée indépendante. Elle ne peut même pas empêcher l'expression. [...] La persécution ne peut même pas empêcher l'expression publique de la vérité hétérodoxe ». L'analyse de Strauss permet également de comprendre comment certaines formes de censure peuvent sembler acceptables. Il explique en effet que « l'attitude que l'on adopte envers la liberté de discussion publique dépend de manière décisive de ce que l'on pense de l'éducation populaire et de ses limites » (Strauss, 1988, 2003). Ainsi, des penseurs élitistes « qui pensent que l'abîme qui sépare les sages du vulgaire est un fait fondamental de la nature humaine » acceptent plus volontiers que la liberté d'expression soit limitée et qu'il faille s'exprimer entre sages entre les lignes. En Europe, la question de censurer les propos de l'extrême droite se pose mais le pluralisme démocratique l'interdit : seules les déclarations ouvertement racistes sont sanctionnées. En Chine, la peur du populisme et de l'irrationalité des masses convainc une grande partie des élites et des internautes appartenant aux classes moyennes de la nécessité d'une certaine retenue et d'un contrôle de l'expression en ligne. Des outils comme les VPN (*virtual private networks*) ont longtemps permis aux expatriés, aux Chinois les plus mondialisés, aux chercheurs et aux entreprises ainsi qu'aux militants de diverses natures ne pouvant tolérer de ne pas accéder à l'ensemble du Net de « faire le mur » et de se libérer du grand pare-feu (Great Firewall)⁷, tout en perpétuant le contrôle des internautes moins exigeants et moins équipés. En janvier 2017, les autorités chinoises ont néanmoins annoncé pour la première fois qu'elles allaient légiférer concernant leur utilisation, qui était restée tolérée jusqu'ici (même si parfois limitée par des blocages temporaires lors de grands événements), provoquant la sidération de ces « internautes globaux ».

Le nouvel accent sur la participation dans le discours officiel

La Chine a rapidement investi dans l'e-gouvernement. Le site du gouvernement chinois est devenu le deuxième site de gouvernement le plus visité au monde après celui du Canada. Dès 2007, 85 % des institutions chinoises – de différentes échelles – ont leur site Internet (Zhang, 2002 ; Schlaeger, 2013). Internet est mobilisé non seulement pour informer mais également pour consulter le public. Le régime reconnaît officiellement l'importance de l'opinion publique (*yulun*) en ligne et affiche des efforts importants et ostensibles pour recueillir l'avis des citoyens, par des mécanismes historiques comme le *Xinfang* (procédure de dépôt de pétition au Bureau des lettres et visites facilitée par la mise en place de sites Internet à chaque niveau administratif) (Thireau, Hua, 2010 ; Chen, 2016) et des mécanismes contemporains comme les sondages d'opinion en ligne (Lee, 2012), et en se montrant réactif aux débats les plus vifs sur la Toile. Le cas de Sun Zhigang est emblématique, le décès de cet étudiant dans

⁷ Certains VPN ont un coût élevé que seules les classes moyennes et supérieures peuvent payer, mais un grand nombre de VPN reposant sur la publicité et la collecte de données proposent également des services gratuits.

un centre de détention à Canton ayant conduit à une réaction en chaîne sur la Toile, dans certains médias et universités puis à un changement de la législation (Thireau, Hua, 2005). Les dirigeants du Conseil d'État reçoivent chaque jour depuis quelques années un compte rendu des articles et discussions parus sur Internet. Le vice-directeur du site du *Journal du Peuple* – un support médiatique très officiel – estime ainsi que les deux tiers des rapports internes auxquels les plus hauts dirigeants du Parti accordent la plus grande importance proviennent de la cellule Internet du Bureau d'information du Conseil d'État⁸. De plus, des sondages en ligne d'opinion et de satisfaction des citoyens ordinaires sont régulièrement utilisés dans le cadre de la procédure d'évaluation et de promotion des dirigeants locaux. De plus en plus, les budgets locaux sont rendus accessibles sur le Net. Cette démarche de transparence adoptée par certaines localités s'inscrit dans un contexte national d'information et de délibération renforcées. La politique maoïste de la ligne de masse (*qunzhong luxian*) a ainsi été relancée sous une forme modernisée et édulcorée, forçant les cadres du Parti à entrer concrètement en contact avec divers pans de la population chinoise afin de mieux comprendre et répondre à leurs besoins et attentes. Le processus passe aussi officiellement par la consultation des experts et universitaires (*zhuanjia xuezhe*) (Frenkiel, 2014) et la consultation de la base (*jiceng minzhu xieshang*)⁹, à travers des innovations institutionnelles locales ainsi que l'écoute et l'analyse attentives de la participation en ligne.

Les résistances sont nombreuses de la part des cadres inquiets pour leur carrière et l'objectif premier reste le maintien du système, si bien que l'e-gouvernement chinois est bien en deçà des avancées des pays du nord de l'Europe, de la Corée du Sud ou de Singapour¹⁰. Les directives centrales concernant le respect de la transparence de l'information sont néanmoins de plus en plus pressantes, et il est incontestable que jamais dans l'histoire chinoise autant d'informations n'ont été mises à disposition de la population. Preuve en est qu'un fonctionnaire a été sanctionné pour la première fois pour ne pas avoir veillé à la mise à jour régulière du site Internet sous sa responsabilité (Wang, 2017). On assiste à un mouvement d'occupation officielle des microblogs, où toutes les administrations (on dénombrait 176 000 comptes officiels sur Weibo en août 2013) et de nombreux fonctionnaires ont des comptes. Certains jeunes cadres échangent également sur WeChat avec les citoyens qui le souhaitent. Cela contribue fortement à faire tomber les barrières à la communication directe entre les autorités et les administrés. L'étude de la participation en ligne des Chinois nous permet par conséquent d'illustrer la formule apolitique imaginée par la société chinoise pour régir le changement politique. Deux logiques, qu'on ne peut séparer, sont ainsi à l'œuvre : une logique impulsée d'en haut (discours officiel, politiques publiques, etc.) et une logique partant du bas, mêlant les innombrables pratiques, actions et représentations qui débordent de tous les interstices de la société chinoise.

Impact de la mondialisation, Internet et mobilités internationales

Selon le « Rapport des qualifiés internationaux » (*Guoji rencai lanpishu, International Talent Blue Book*) publié le 22 janvier 2014 par le Centre pour la Chine et la globalisation (*Zhongguo yu quanqiu hua zhiku, Center for China & Globalization* ou CCG) et l'Académie chinoise des sciences sociales (CASS) de Pékin, le nombre des émigrés chinois a atteint

⁸ On apprendrait beaucoup de la conception de l'opinion et des objectifs des autorités chinoises s'il était possible d'étudier les moyens qu'elles mobilisent pour mesurer cette opinion en ligne. Voir Kotras (2016).

⁹ En quête de légitimité, le gouvernement de Xi Jinping a repris à son compte et encore développé ce discours de consultation de la population et de prise en compte de sa perception de la gouvernance du Parti (XVIII^e Congrès du Parti, document numéro 3 de 2015).

¹⁰ Voir l'index onusien de développement de l'e-gouvernement dans United Nations (2016).

9,343 millions en 2013, soit une augmentation de 128,6 % depuis 1990. Alors qu'en 1990, la Chine était le septième pays d'émigration du monde, en 2013 elle était le quatrième. La plupart de ces migrations se sont faites vers les pays et les régions développés. Ainsi, les États-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont les principaux pays de destination pour les émigrés chinois¹¹. Le rapport du CCG et de la CASS note que les émigrés chinois vers l'étranger sont plutôt issus des classes moyennes, et ont pour la plupart entre 35 et 55 ans. Leur émigration s'effectue par le biais de l'investissement (*via* des visas d'investissement), des études supérieures et du travail qualifié. Selon ce même rapport, leur émigration représente une perte énorme de richesses pour l'État chinois¹² (Wang, 2014).

Comment les expériences migratoires influencent-elles les opinions politiques de Chinois de la diaspora ? Les résultats de l'étude menée aux États-Unis par Huang Haifeng, professeur de science politique à l'Université de Californie à Merced, concernant les effets de la vie à l'étranger sur les changements de points de vue des étudiants chinois, montrent que « la libre circulation de l'information et les échanges de différents points de vue et opinions peuvent conduire certains d'entre eux à mesurer la difficulté de gouverner un pays si grand et complexe, tandis qu'en Chine ils suspecteraient le gouvernement de mentir constamment »¹³. Dans ce numéro, nous nous intéressons, à partir du cas de jeunes Chinois immigrés en France, à la manière dont les expériences vécues dans un pays démocratique contribuent au « développement de leur conscience politique » (Gamson, 1992). De plus, comment ces Chinois mondialisés et « connectés » participent-ils aux discussions politiques dans les espaces transnationaux – dans le pays d'origine comme dans le pays d'accueil –, hors ligne mais également sur la Toile ?

Même si ces jeunes Chinois émigrés résident à des milliers de kilomètres de la Chine, cela ne les empêche pas de participer à la production d'actualités à travers des réseaux sociaux, qui constituent ainsi une source d'information alternative aux médias contrôlés par le gouvernement. Pour certains Chinois émigrés à l'étranger, étant donné le nombre limité de canaux mis à la disposition des citoyens chinois pour exprimer leurs opinions politiques, poster un article en ligne, envoyer des commentaires dans les forums, autrement dit toutes les formes d'expression politique et de stimulation de la posture citoyenne, deviennent valorisants voire socialement distinctifs à leurs yeux (voir l'article de Simeng Wang dans ce numéro). Pour les internautes chinois résidant en Chine continentale, puisqu'il leur est impossible de se rendre *in situ* dans les mouvements sociaux ayant lieu au Maghreb, en Europe, en Amérique du Nord, à Taïwan ou à Hong Kong, les témoignages de ceux résidant dans ces régions sont d'autant plus appréciés. Depuis l'ouverture au marché des médias et avec leur prolifération, et sous l'influence des présences de compatriotes vivant sous d'autres régimes politiques, les Chinois du continent n'ont jamais été aussi bien informés depuis 1949, même si le Parti communiste chinois n'a pas renoncé à réguler la circulation de l'information

¹¹ Pour ces pays, le nombre des Chinois ayant obtenu une carte de résidence permanente est respectivement de 81 784, 33 018, 29 547 et 7 723, soit un total de 148 000 personnes.

¹² Effectivement, rien qu'en 2012, le nombre des émigrés partis aux États-Unis pour investir dans des projets commerciaux atteignait 6 124 personnes. Les données du CCG montrent aussi qu'en 2011, les particuliers chinois avec des fonds personnels disponibles (pour l'investissement) de plus de 6 millions de yuans représentaient un total agrégé de près de 33 milliards de yuans de potentiel d'investissement. Mais, de ces 33 milliards, pas moins de 2,8 milliards étaient placés sur des comptes à l'étranger. Ce chiffre représentait en 2011 3 % du PIB chinois. Les destinations de ces transferts étaient principalement Hong Kong (22 %), les États-Unis (21 %) et le Canada (16 %), mais aussi la Suisse (9 %), Singapour (6 %) et l'Australie (5 %).

¹³ Notre traduction. Source : Tea Leaf Nation Staff, « Do Years Studying in America Change Chinese Hearts and Minds ? », *Foreign Policy*, 7 décembre 2015, <http://foreignpolicy.com/2015/12/07/do-years-studying-in-america-change-chinese-hearts-and-minds-china-u-foreign-policy-student-survey> (accès le 17/05/2017).

(deLisle et al., 2016). Une enquête a ainsi montré que les internautes chinois raffolent de sources alternatives d'information, qui leur permettent de vérifier et confronter les couvertures médiatiques et de sortir des récits uniques, sans toutefois leur accorder plus de crédibilité qu'aux médias officiels. Les nouveaux médias gardent ainsi majoritairement un rôle complémentaire de vérification réciproque des informations plutôt que de remplacement total des médias traditionnels contrôlés par le Parti (Wang, Li, 2014).

Formes ascendantes des participations politiques de jeunes Chinois « citoyens ordinaires » : une mise en perspective

Étant donné le contexte autoritaire de la vie politique en République populaire de Chine, il nous semble plus approprié d'adopter une acception large du politique, en incluant de multiples façons de se penser en politique. Les ressorts et les modalités de participation des acteurs ordinaires intéressés par le politique – ni professionnels de la politique ni militants – sont peu étudiés (Mariot, 2010 ; Wright, 2012 ; Le Caroff, 2015). Prendre la participation de ces « profanes » de la politique (Buton et al., 2016) hors dispositifs institutionnels comme objet d'étude permet d'élargir les publics et les régimes de participation politique, autrement dit, d'interroger les frontières de la participation en parallèle aux frontières du politique (Carrel, Neveu, 2014). En outre, c'est en temps ordinaire et dans leur monde quotidien que se forment et se dévoilent les rapports ordinaires à la politique des citoyens (Popkin, 1991).

Dans cette perspective et concernant les discussions ordinaires sur le politique dans des espaces non contraints par une autorité politique, plusieurs hypothèses pourraient faire l'objet d'une vérification empirique : celle soutenue par Nina Eliasoph (1998), qui estime que de très nombreuses personnes considèrent comme tabou le fait de parler politique en public ; ensuite, celle, proche, de Robert Wyatt, Elihu Katz et Joohan Kim (2000), qui considèrent que la plupart des gens parlent politique d'abord et en premier lieu avec leurs amis proches ou les membres de leur famille ; enfin, celle avancée par Dietram Scheufele (1999), selon lequel les personnes les plus informées sont plus susceptibles que d'autres de parler politique, mais pour qui des facteurs affectifs entrent en jeu comme la peur de l'isolement et la pression sociale.

Considérée comme un lieu mi-public mi-privé, la Toile constitue l'un des lieux privilégiés pour observer les participations et expressions de jeunes citoyens ordinaires en Chine. En effet, les discussions en ligne permettent de reconfigurer les hiérarchies sociales et culturelles qui grèvent ordinairement la prise de parole en public des citoyens « ordinaires », grâce à la réduction de l'influence du statut social des interlocuteurs (Greffet, Wojcik, 2008). Même si la participation en ligne est loin de faire disparaître les inégalités de classe et d'accès à l'éducation, elle a tendance à élargir l'engagement des jeunes générations (Oser, Hooghe, Marien, 2013). Les espaces en ligne pourraient aussi être considérés sous l'angle du rôle qu'ils peuvent avoir dans l'apprentissage de l'échange politique et de la citoyenneté. Certains travaux montrent en effet que, à l'issue de discussions en ligne, les individus sont mieux informés, font preuve d'empathie et de respect à l'égard des arguments opposés et développent leurs connaissances sur les sujets débattus. Pour Michel Marcoccia (2003), la conversation en ligne développe la capacité d'identifier et d'exprimer des intérêts et contribue à développer les méthodes nécessaires pour le débat politique dans « la vie réelle ». Ainsi, selon lui, parler politique dans un forum de discussion peut être un moyen d'affûter et de mettre à l'épreuve les arguments à partir desquels on détermine ses choix politiques. Toutefois, très peu d'études empiriques, en France et en Amérique du Nord, viennent confirmer de manière précise ces résultats, et un nombre important d'études semblent montrer

les limites du caractère bénéfique des discussions en ligne. Une approche comparative pourrait s'avérer particulièrement féconde en vue de déterminer l'éventuel rôle de la culture politique nationale dans les modalités de prise de parole en ligne, notamment son caractère plus ou moins conflictuel, et dans les degrés différenciés de recevabilité d'un argument (Tsaliki, 2002). L'approche comparative permet de réfléchir aux mutations contemporaines de l'espace public en ligne et aux formes renouvelées de l'information et de la participation qui s'y développent (Cardon, 2010 ; Flichy, 2008 ; Beuscart et al., 2016 ; Papacharissi, 2002), par exemple la façon dont les internautes se saisissent du web pour parler de politique et militer (Greffet, Wojcik, 2008 ; Badouard, 2013, 2015).

Les lieux de sociabilité hors ligne entre ces jeunes constituent un autre type de lieu d'observation des participations et expressions, extrêmement fécond à nos yeux. De nombreux travaux sociologiques relatifs aux débats en face-à-face montrent que les citoyens sont capables de mobiliser une diversité de ressources argumentatives (Dewey, 2003). Ils nourrissent des perspectives théoriques qui visent à réhabiliter l'expression des citoyens « ordinaires » sur les affaires publiques et à envisager, au-delà de la seule connaissance factuelle, savante, de l'univers politique, la multiplicité des savoirs que mobilisent, en situation, les individus dans leur rapport au politique. À l'encontre de l'argumentation rationnelle critique conceptualisée par Habermas, tout un courant théorique plaide pour la prise en considération d'autres registres légitimes d'intervention plus émotionnelle dans l'espace public, comme le témoignage, la narration ou le récit personnel (Young, 1996 ; Sanders, 1997 ; Mansbridge, 1998).

À ce titre, pour décortiquer la diversité des rapports au politique, il nous semble indispensable de réintroduire la notion de « socialisation ». En effet :

« Les rapports au politique sont gouvernés par des processus de division du travail et d'accréditation par lesquels chacun s'assigne la position ou, dans quelques cas, s'émancipe de la position qui lui est assignée, notamment par son âge, son sexe, son statut familial et professionnel, son niveau culturel, son rang social, ses réussites et ses échecs, ses appartenances sociales, religieuses, syndicales, associatives, et ses investissements militants » (Gaxie, 2007, p. 755).

L'accumulation et la mobilisation des instruments cognitifs dépendent du degré auquel chacun s'autorise à intervenir dans les questions politiques. Cette approche de la « socialisation » nous paraît d'autant plus importante lorsque nous étudions les Chinois ayant grandi en Chine et résidant de nos jours hors de Chine, autrement dit, ceux ayant connu différents régimes politiques, où le processus de « resocialisation politique » s'impose au cours de leur trajectoire sociale. Étudier la participation de ces migrants à la définition d'une citoyenneté en migration et les enjeux d'une citoyenneté à distance (Koochakzadeh, 2015 ; Lamblin, 2015 ; Wongo Ahanda, 2015) ouvre des perspectives sur la question du transfert et de la circulation des formes de participation.

Les recherches qui portent sur la démocratie et l'usage d'Internet sont souvent quantitativistes, alors que s'intéresser aux formes ascendantes des participations politiques nécessite des méthodes d'enquête spécifiques, en l'occurrence de nature qualitative. Pour mettre en lumière l'ordinaire du politique, l'ethnographie s'avère particulièrement féconde (Whyte, 1943 ; Mariot, 2010 ; Cefai et al., 2012). Une démarche ethnographique « pourrait être utile à la perception de semblables pensées », puisqu'elle « offre un accès plus efficace aux “pensées politiques” des individus observés » (Mariot, 2010, p.186) à travers une observation participante de longue durée. Ethnographier la production des conversations ordinaires sur le

politique revient à s'interroger sur les modalités d'apprentissage de la citoyenneté et sur le sens politique des activités discursives qui font la participation, ancrée dans ses conditions sociales et indissociable des trajectoires de ces acteurs ordinaires (voir les articles de Nolwenn Salmon, Simeng Wang et Émilie Frenkiel dans ce dossier).

Présentation des articles du numéro

Nous avons rassemblé cinq articles qui documentent la participation politique des Chinois sous différents angles. L'article de Séverine Arsène nous offre d'abord un panorama complet des doctrines formulées par les autorités chinoises sur l'opinion publique en ligne de la fin des années 1990 à aujourd'hui. Cette généalogie de la mise en ordre du régime chinois présente le contexte général de la participation politique en Chine continentale. Dans les premières années (1989-2006), Internet se développe comme un espace où l'information est portée au plus près de la population, dans des formats plus interactifs, qui leur permettent de la relayer, de se l'approprier de diverses manières, voire de la compléter ou de la commenter et de l'enrichir, mais à la condition expresse de ne pas transgresser le principe central selon lequel l'opinion doit rester cantonnée au domaine délimité par la propagande officielle. Internet a également un impact très important sur les pratiques journalistiques dans les autres médias, avec une circulation croissante des contenus entre les blogs, les forums et la presse, laquelle est également très présente en ligne. Sous l'administration de Hu Jintao, l'opinion publique est canalisée et définie comme un outil de gouvernement technocratique (2007-2012), enjeu fort du renouvellement de la légitimité du parti au pouvoir sous condition d'une modernisation de ses techniques de gouvernance, notamment par une meilleure prise en compte des préoccupations de la population. Sous le mandat de Xi Jinping (depuis 2013), le traitement de l'opinion publique s'inscrit dans un contexte de concentration des pouvoirs, où la censure est assumée voire revendiquée par le pouvoir, avec un retour à une conception plus conservatrice du rapport aux médias. Selon Séverine Arsène, l'administration de Xi Jinping semble privilégier une approche plus panoptique de l'opinion publique en ligne et de l'ensemble des activités qui font l'objet de traces numériques, ce qui prolongerait la capacité du pouvoir central à organiser et discipliner l'appareil d'État, mais sans nécessairement mettre l'accent sur la responsabilité de l'État vis-à-vis des citoyens ou sur la transparence.

Les quatre articles suivants s'appuient sur des matériaux collectés lors d'enquêtes empiriques, menées entre 2007 et 2016. L'article de Liu Jun est consacré aux rumeurs véhiculées par la téléphonie mobile, qui ont pris en Chine une ampleur inédite malgré les tentatives d'enraiment du phénomène par les autorités et qui offrent un éclairage intéressant sur des phénomènes difficilement saisissables en contexte autoritaire, comme la défiance envers le pouvoir, la lassitude face à la censure et la désobéissance civile. Sur le plan théorique, il définit en effet la rumeur comme une forme de communication non officielle. Si les rumeurs annonçant les catastrophes naturelles ou industrielles provoquent la panique, la circulation des rumeurs joue également un rôle central dans le déclenchement de protestations, comme les célèbres manifestations contre l'implantation d'une usine pétrochimique à Xiamen en 2007 et à Dalian en 2011. Certaines rumeurs sont à l'origine d'une indignation populaire telle qu'elles conduisent à de violents conflits, comme ce fut le cas à Weng'an en 2008 et Zhengcheng en 2011. La nature indispensable et incontournable des téléphones portables, l'instantanéité, la visibilité et la réciprocité de la communication par messages, couplées à la méfiance des citoyens envers les autorités, favorisent la diffusion des rumeurs. D'après Liu Jun, la rumeur propagée par les téléphones portables représente, dans la Chine contemporaine, un nouveau type de résistance et de participation politique, entrepris par le peuple pour exprimer sa

désobéissance et défier les autorités. L'auteur observe toutefois que la prolifération de rumeurs est plus ou moins portée par les événements, ce qui limite de fait leur impact sur la société chinoise à long terme.

L'environnement est devenu un lieu privilégié de mobilisation politique ouverte dans un contexte où peu de questions peuvent être abordées de front. Les protestations liées aux problèmes environnementaux, qui se sont multipliées au cours des deux dernières décennies en Chine, montrent que les militants utilisent Internet à la fois pour créer des réseaux, pour organiser des mobilisations en ligne et hors ligne, malgré les risques encourus d'être accusés d'activités illégales, et pour faire pression sur les autorités et infléchir l'agenda politique. L'article de Nolwenn Salmon offre un éclairage thématique à la question de la participation et de l'engagement politiques en Chine avec le cas emblématique des revendications autour des normes environnementales en Chine dans la campagne de 2011 sur les particules atmosphériques PM2.5. Cet article démontre qu'il existe une pluralisation des acteurs pouvant pénétrer le processus politique, et que les liens existant entre les journalistes, les réseaux sociaux, les ONG et leurs relations aux sphères du pouvoir confèrent davantage d'influence aux réseaux environnementaux. Il présente également les conditions de recevabilité des mobilisations, que les autorités suivent de près de peur qu'elles finissent par le décrédibiliser, même lorsqu'elles se font d'une manière civilisée et respectueuse de l'ordre social. La constitution de la concentration en PM2.5 comme problème public prioritaire illustre l'importance conférée à l'opinion publique dans le système de gouvernance chinois. C'est l'internaute ou le citoyen « civilisé » (*wenming*), reprenant la rhétorique du Parti, qui a le plus de chances de pouvoir participer au processus de décision politique, et ce sont les mobilisations peu provocatrices, trouvant un écho dans l'opinion publique et basées sur le droit, qui ont le plus de chance d'aboutir.

Émilie Frenkiel offre un contrepoint aux modalités contraintes de participation en République populaire de Chine avec une étude de la fabrication à Taïwan de dispositifs numériques de participation suite au mouvement d'occupation du Parlement, le mouvement des Tournesols du printemps 2014. Son article présente les transformations de la politique taïwanaise sous l'impulsion de la démocratie électronique, en se concentrant sur un personnage emblématique, une jeune hackeuse du groupe g0v qui met ses prouesses techniques au service d'une jeune démocratie taïwanaise consolidée mais poussée à se réinventer par ses plus jeunes générations. Audrey Tang appartient en effet à une génération de citoyens militants, ayant grandi dans la mémoire de la répression du mouvement étudiant place Tian'anmen en Chine, dont la culture politique est ancrée dans celle du web et qui en a intégré les valeurs et les principes de transparence, de partage et de citoyenneté active. L'article met en exergue la réceptivité des élus taïwanais à leurs revendications, mise en évidence par la nomination de la programmeuse de 35 ans au poste de ministre du numérique en octobre 2017 pour mener des délibérations en ligne en amont du processus législatif à travers un outil intitulé vTaiwan. Ces évolutions récentes à Taïwan apportent un éclairage à notre questionnement à plusieurs titres. Tout d'abord, c'est en réaction à des accords décidés de manière peu démocratique avec la Chine que la jeunesse taïwanaise se soulève en 2014 et pousse la jeune démocratie taïwanaise, en quête de reconnaissance et qui se veut exemplaire face à la Chine, à se réinventer. De plus, l'expérience politique taïwanaise donne du grain à moudre aux réfutations des thèses culturalistes : le bagage historique, social et philosophique chinois n'interdit pas aux pratiques démocratiques et exigences citoyennes de s'épanouir. Enfin, malgré le guidage de l'opinion publique et la censure, les Chinois du continent s'informent et observent attentivement l'évolution de la politique taïwanaise, qui nourrit leur compréhension et leurs attentes

politiques.

S'intéressant aux migrants chinois qualifiés résidant à Paris, l'article de Simeng Wang porte sur la resocialisation politique de ces jeunes venus en France dans les années 2000 et leurs prises de parole politiques. Nés entre fin 1970 et début 1990, ces enquêtés ont effectué la totalité ou une partie de leur cursus supérieur en France, et choisissent de s'y installer à la fin de leurs études, pour des raisons professionnelles et/ou familiales. Il s'agit donc de migrants chinois de la première génération passés par l'université ou de grandes écoles françaises et possédant des capitaux scolaire et culturel relativement élevés, chez qui la question du processus de resocialisation politique se pose de manière flagrante puisqu'ils ont grandi en contexte autoritaire puis immigré dans un pays démocratique. L'auteure adopte une approche ethnographique, et observe l'expression politique des enquêtés lors de leurs sociabilités au quotidien (politiques en grande partie) se déroulant sur la Toile comme hors ligne : commentaires d'actualités françaises à destination d'internautes chinois, groupes de discussion en ligne, manifestations, conférences publiques, entre autres. L'auteure constate d'abord l'impact du contexte politique dans lequel l'individu se situe sur sa participation politique. En changeant de régime politique comme environnement de vie, ces enquêtés apprennent la citoyenneté et s'approprient diverses formes d'expression de l'opinion politique. Les phases de resocialisation qui accompagnent le processus migratoire constituent un élément central dans l'évolution de leurs prises de parole politiques. Ils entretiennent des rapports différenciés avec la politique, dus aux propriétés sociales de chacun et à ses dispositions à l'égard du politique. Les intermédiaires des flux d'informations politiques transfrontalières jouent un rôle dans la démocratisation de la société chinoise et contrastent avec ceux travaillant dans le secteur économique, caractérisés par un certain désintérêt pour les sujets démocratiques dans la société chinoise. Par ailleurs, l'expression politique des individus varie selon les conditions d'expression, les locuteurs en présence, la pluralité des investissements d'ordre intellectuel, professionnel, affectif, humanitaire.

Dans leur ensemble et de manière transversale, les articles d'Émilie Frenkiel et de Simeng Wang évoquent la question de la (non) transmission des héritages familiaux de la répression de Tian'anmen, ainsi que celle de la citoyenneté à distance. Dans la contribution de Nolwenn Salmon comme dans celle de Simeng Wang, nous lisons l'articulation entre des pratiques politiques qui se déroulent en ligne et hors ligne. L'ensemble des papiers montre par ailleurs qu'Internet joue un rôle de « levier » dans les participations politiques de ces jeunes Chinois. Pour finir, nous souhaitons souligner la mobilisation de l'approche qualitative dans la plupart des articles rassemblés ici, ainsi que sa fécondité dans les études des formes ascendantes des participations politiques des citoyens ordinaires.

Bibliographie

Anagnost A., 2004, « The corporeal politics of quality (*suzhi*) », *Public Culture*, 16 (2), p. 189-208.

Arsène S., 2011a, *Internet et politique en Chine*, Paris, Karthala.

Arsène S., 2011b, « De l'autocensure aux mobilisations. Prendre la parole en ligne en contexte autoritaire », *Revue française de science politique*, 61 (5), p. 893-915.

Audin J., 2015, « Gouverner par la communauté de quartier (*shequ*) en Chine. Ethnographie de la bureaucratisation participante des comités de résidents à Pékin », *Revue française de science politique*, 65 (1), p. 85-110.

Badouard R., 2013, « Les mobilisations de clavier. Le lien hypertexte comme ressource des actions collectives en ligne », *Réseaux*, 181, p. 87-117.

Badouard R., 2015, « Communautés en ligne et mesure de l'opinion. Retour sur une expérience de "marketing délibératif" », *Communication*, 33 (2), <http://communication.revues.org/5889> (accès le 29/05/2017).

Beuscart J.-S., Dagiral E., Parasie S., *Sociologie d'internet*, Malakoff, Armand Colin, coll. « Cursus », 2016

Buton F., Lehingue P., Mariot N., Rozier S. (dir.), 2016, *L'ordinaire du politique. Enquête sur les rapports profanes au politique*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.

Cairns C., Carlson A., 2016, « Real-world Islands in a Social Media Sea: Nationalism and Censorship on Weibo during the 2012 Diaoyu/Senkaku Crisis », *China Quarterly*, 225, p. 23-49.

Cardon D., 2010, *La démocratie Internet: Promesses et limites*, Paris, Seuil.

Carrel M., Neveu C. (dir.), 2014, *Citoyennetés ordinaires. Pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes*, Paris, Karthala.

Charon P., 2012, *Le vote contre la démocratie. Construction de l'État et processus de politisation dans la Chine rurale post-maoïste*, thèse pour le doctorat d'études politiques, École des hautes études en sciences sociales (EHESS, Paris).

Chen J., 2016, *Useful Complaints: How Petitions Assist Decentralized Authoritarianism in China*, Lanham (MD), Rowman & Littlefield.

Chen X., Ang P. H., 2011, « Internet Police in China: Regulation, Scope and Myths », in D. Herold, P. Marolt (dir.), *Online Society in China: Creating, Celebrating, and Instrumentalising the Online Carnival*, New York, Routledge, p. 40-52.

Creemers R., 2015, « Le pivot de la cybergouvernance chinoise », *Perspectives chinoises*, 4, p. 5-14.

deLisle J., Goldstein A., Yang G., 2016, *The internet, social media, and a changing China*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press.

Dewey J., 2003, *Le public et ses problèmes*, trad. et introd. J. Zask, Pau, Farrago/Léo Scheer.

Eliasoph N., 1998, *Avoiding Politics. How Americans Produce Apathy in Everyday Life*, Cambridge, Cambridge University Press.

eMarketer, 2017, « Digital Overtakes Traditional Media in China, but TV Consumption Holds Strong », *eMarketer*, 27 avril 2016, <http://www.emarketer.com/Article/Digital-Overtakes-Traditional-Media-China-TV-Consumption-Holds-Strong/1013881> (accès le 09/06/2017).

Flichy P., 2001, *L'imaginaire d'Internet*, Paris, La Découverte.

Flichy P., 2008, « Internet, un outil de la démocratie ? », *La Vie des idées*, 14 janvier 2008, <http://www.laviedesidees.fr/Internet-un-outil-de-la-democratie.html> (accès le 29/05/2017).

Florence É., 2013, « Migrant Labour Culture in Post-Mao China », *La Vie des idées*, 14 mars 2013, <http://www.booksandideas.net/Migrant-Labour-Culture-in-Post-Mao.html> (accès le 26/05/2017).

Frenkiel É., 2014, *Parler politique en Chine*, Paris, Presses universitaires de France.

Gamson W., 1992, *Talking Politics*, Cambridge, Cambridge University Press.

Gandhi J., Przeworski A., 2007, « Authoritative Institutions and the Survival of Autocrats », *Comparative Political Studies*, 40 (11), p. 1279-1301.

Gaxie D., 2007, « Cognitions, auto-habilitation et pouvoirs des “citoyens” », *Revue française de science politique*, 57 (6), p. 737-757.

Geddes B., 1999, « What do we know about Democratization after Twenty Years », *Annual Review of Political Science*, 2, p. 115-144.

Geddes B., 2006, « Stages of Development in Authoritarian Regimes », in V. Tismaneanu, M. M. Howard, R. Sil (dir.), *World Order after Leninism*, Seattle/Londres, University of Washington Press.

Gilley B., 2004, *China's Democratic Future: How It Will Happen and Where It Will Lead*, New York, Columbia University Press, p. 13.

Greffet F., Wojcik S., 2008, « Parler politique en ligne. Une revue des travaux français et anglo-saxons », *Réseaux*, 150, p. 19-50.

Gries P., Steiger D., Wang T., 2016, « Social media, nationalist protests and China's Japan policy: the Diaoyu islands controversy, 2012-2013 » in J. deLelisle, A. Goldstein, G. Yang (dir.), *The internet, social media, and a changing China*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press.

郭于华 Guo Y., 2002, “弱者的武器” 与 “隐藏的文本”. 读书, 7.

郭于华 Guo Y., 2008a, 倾听无声者的声音. 读书, 6, p. 37-44.

- 郭于华 Guo Y., 2008b, 作为历史见证的“受苦人”的讲述. 社会学研究, 1, p. 53-67.
- 郭于华 Guo Y., 2013, 回到政治世界, 融入公共生活——如何重新激发底层公众的政治参与热情. 人民论坛·学术前沿, 23, p. 74-83.
- Haegel F., 2009, « La démocratie et ses nouveaux fonctionnements », *Les Cahiers français*, 350.
- Han H., 2012, *Blogs de Chine*, Paris, Gallimard.
- Heberer T., Schubert G., 2006, « Political reform and regime legitimacy in contemporary China », *Asien*, 99, p. 9-28.
- Hu Yong, 2008, *Zhongsheng xuanhua: wangluo shidai de geren biaoda yu gongong taolun* [La cacophonie des voix du peuple : expression personnelle et débat public à l'âge des réseaux], Guilin, Guangxi Normal University Press.
- Jie D., 2016, « Public opinion and Chinese foreign policy: new media and old puzzles », in J. deLisle, A. Goldstein, G. Yang (dir.), *The internet, social media, and a changing China*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press.
- Johnston A., 2017, « Is Chinese Nationalism Rising? », *International Security*, 41 (3), p. 7-43.
- King G., Pan J., Roberts M. E., 2013, « How censorship in China allows government criticism but silences collective expression », *American Political Science Review*, 107 (2), p. 326-343.
- Kipnis A., 2006, « Suzhi: a keyword approach », *The China Quarterly*, 186, p. 295-313.
- Koochakzadeh L., 2015, « Élections à distance et politique diasporique. Le cas de la diaspora iranienne au Canada », *Hommes & Migrations*, 1312, p. 43-49.
- Kotras B., 2016, *Mesurer la parole en ligne. Traces, dispositifs et régimes de l'opinion sur le web*, thèse pour le doctorat de sociologie, Université Paris-Est Marne-la-Vallée.
- Kuhn R. L., 2009, *How China's leaders think: the inside story of China's reform and what this means for the future*, Singapore/Hoboken (NJ), John Wiley and Sons.
- Lagerkvist J., 2005a, « The Rise of Online Public Opinion in the PRC », *China: An International Journal*, 3 (1), p. 119-130.
- Lagerkvist J., 2005b, « The Techno-cadre's Dream: Administrative Reform by Electronic Governance in China Today? », *China Information*, 19 (2), p. 189-216.
- Lamblin C., 2015, « Participation politique des Égyptiens résidant en France : vers la construction d'une citoyenneté en migration? », *Revue européenne des migrations internationales*, 31 (3), p. 171-185.
- Lascoumes P., Le Galès P., 2005, *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Le Caroff C., 2015, « Le genre et la prise de parole politique sur Facebook », *Participations*, 12, p. 109-137.

- Lee H.-W., 2012, « Public opinion in China », *Policy paper series*, Sydney University China Studies Centre, 1, octobre 2012, 19 p.
- Lipset S. M., 1983, *Political Man: The Social Bases of Politics*, 2^e éd., London, Heinemann.
- Liu F., 2009, « It is not merely about life on the screen: urban Chinese youth and the Internet café », *Journal of Youth Studies*, 12 (2), p. 167-184.
- Lorentzen P. L., 2014, « China's strategic censorship », *American Journal of Political Science*, 58 (2), p. 402-414.
- Lynch, D., 1999, *After the Propaganda State: Media, Politics, and "Thought Work" in Reformed China*, Stanford (CA), Stanford University Press.
- Manion M., 2015, *Information for Autocrats: Representation in Chinese Local Congresses*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Mansbridge J., 1998, « Everyday Talk in the Deliberative System », in S. Macedo (dir.), *Deliberative Politics. Essays on Democracy and Disagreement*, New York, Oxford University Press, p. 211-239.
- Marcoccia M., 2003, « Parler politique dans un forum de discussion », *Langage et société*, n° 104, p. 9-55.
- Mariot N., 2010, « Pourquoi il n'existe pas d'ethnographie de la citoyenneté », *Politix*, 92, p. 165-194.
- Monnoyer-Smith L., Wojcik S., 2014, « La participation politique en ligne, vers un renouvellement des problématiques ? », *Participations*, 8, p. 5-29.
- Mossberger K., Tolbert C. J., McNeal R. S., 2008, *Digital Citizenship: The Internet, Society and Participation*, Cambridge (MA), MIT Press.
- Nebia A., 2016, « Le marché publicitaire français en hausse de +2,9% en 2016 », *CB News*, 16 juin 2016, <http://www.cbnews.fr/etudes/le-marche-publicitaire-francais-en-hausse-de-29-en-2016-a1028912> (accès le 09/06/2017).
- Norris P., 2000, *A Virtuous Circle: Political Communications in Postindustrial Societies*, Cambridge (UK), Cambridge University Press.
- Oates S., Owen D. M., Gibson R. K., 2006, *The Internet and Politics: Citizens, Voters and Activists*, Londres, Routledge.
- Oser J., Hooghe M., Marien S., 2013, « Is online participation distinct from offline participation? A latent class analysis of participation types and their stratification », *Political research quarterly*, 66 (1), p. 91-101.
- Papacharissi Z., 2002, « The virtual sphere: the internet as a public sphere », *New media and society*, 4 (1), p. 9-27.
- Popkin S. L., 1991, *The Reasoning Voter: Communication and Persuasion in Presidential Campaigns*, Chicago, University of Chicago Press.

Pun N., 1999, « Becoming dagongmei (working girls): the politics of identity and difference in reform China », *The China Journal*, 42, p. 1-18.

潘毅 Pun N., 1999, 开创一种抗争的次文体: 工厂里一位女工的尖叫, 梦魇和叛离. *社会学研究*, 5 (1).

潘毅 Pun N., 2005, 阶级的失语与发声——中国打工妹研究的一种理论视角. *开放时代*, 2, p. 95-107.

Rocca J.-L., 2013, « Pourquoi nous ne comprenons pas la société chinoise », in É. Frenkiel, J.-L. Rocca, *La Chine en mouvements*, Paris, Presses universitaires de France.

Rocca J.-L., 2017, *The Making of an Ideal Class. In The Making of the Chinese Middle Class*, New York, Palgrave Macmillan.

Rosanvallon P., 1985, *Le moment Guizot*, Paris, Gallimard.

Salmon N., 2011, « Être journaliste en Chine », *La Vie des idées*, 12 octobre 2011, <http://www.laviedesidees.fr/Etre-journaliste-en-Chine.html> (accès le 29/05/2017).

Sanders L. M., 1997, « Against Deliberation », *Political Theory*, 25 (3), p. 347-375.

Sawicki F., Siméant J., 2009, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, 51 (1), p. 97-125.

Scheufele D. A., 1999, « Deliberation or Dispute. An Exploratory Study Examining Dimensions of Public Opinion Expression », *International Journal of Public Opinion Research*, 11, p. 25-58.

Schlaeger J., 2013, *E-Government in China: Technology, Power and Local Government Reform*, Oxon, Routledge.

Schlozman K. L., Verba S., Brady H., 2010, « Weapon of the Strong? Participatory Inequality and the Internet », *Perspectives on Politics*, 8 (2), p. 487-509.

Shue V., 2010, « Legitimacy Crisis in China? », in P. H. Gries, S. Rosen (dir.), *Chinese Politics: State, Society, and the Market*, New York, Routledge, p. 46-51.

Stockmann D., 2014, *Media Commercialization and Authoritarian Rule in China*, Cambridge, Cambridge University Press.

Stockmann D., Gallagher M. E., 2011, « Remote control: How the media sustain authoritarian rule in China », *Comparative Political Studies*, 44 (4), p. 436-467.

Strauss L., 1988 [1952], *Persecution and the art of writing*, Chicago/Londres, University of Chicago Press.

Strauss L., 2003, *La persécution et l'art d'écrire*, trad. A. Momigliano, Paris/Tel-Aviv, Éditions de l'éclat.

Sullivan J., 2014, « China's Weibo: is faster different? », *New media and society*, 16 (1), p. 24-37.

Thireau I., HUA Linshan, 2005, « De l'épreuve publique à la reconnaissance d'un public : le scandale Sun Zhigang », *Politix*, 71 (3), p. 137-164.

Thireau I., HUA Linshan, 2010, *Les ruses de la démocratie. Protester en Chine*, Paris, Seuil.

Tsaliki L., 2002, « Online forums and the enlargement of public space: Research findings from a European project », *Javnost/The Public. Journal of the European Institute for Communication and Culture*, 9 (2), p. 95-112.

Tsang S., 2009, « Consultative Leninism: China's new political framework », *Journal of Contemporary China*, 18 (62), p. 865-880.

United Nations, 2016, *United Nations E-Government Survey 2016. E-Government in support of sustainable development*, New York, Department of Economic and Social Affairs, <https://publicadministration.un.org/egovkb/en-us/reports/un-e-government-survey-2016> (accès le 09/06/2017).

Vedel T., 2003, « L'idée de démocratie électronique, visions, questions », in P. Perrineau (dir.), *Le désenchantement démocratique*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube.

Verba S., Schlozman K. Brady H., 1995, *Voice and Equality: Civic Voluntarism in American Politics*, Cambridge (MA), Harvard University Press.

Wallis C., 2011, « New media practices in China: youth patterns, processes and politics », *International Journal of Communication*, 5, p. 406-436.

Walsh J., 2014, « Watchful Citizens: Deputization, Responsibilization and Autonomization », *Social & Legal Studies*, 23 (2), p. 237-259.

王庆明 Wang Q., 2011, 底层视角及其知识谱系. *社会学研究*, 1, p. 220-246.

Wang Qi, Li M., 2012, « Home computer ownership and Internet use in China: Trends, disparities, socioeconomic impacts, and policy implications », *First Monday*, 17 (2), 6 février 2012, <http://firstmonday.org/ojs/index.php/fm/article/view/3767/3144> (accès le 29/05/2017).

Wang S., 2014. « Émigration chinoise vers l'étranger : constats et controverses », *China Analysis*, 48, p. 18-21.

Wang S., 2015, « Des "soucis matrimoniaux" dans le contexte transnational : le cas des migrants et des migrantes chinois qualifiés à Paris », *Migrations Société*, 157, p. 149-166.

Wang Y., 2017, « Hainan Official Disciplined for Not Updating Website », *Sixth tone*, 9 février 2017, <http://www.sixthtone.com/news/hainan-official-investigated-not-updating-website> (accès le 09/06/2017).

Weatherley R., 2006, *Politics in China since 1949: Legitimizing authoritarian rule*, Oxon/New York, Routledge.

Whyte W. F., 1996 [1943], *Street Corner Society : la structure sociale d'un quartier italo-américain*, Paris, La Découverte.

Whyte M., 2010, *Myth of the Social Volcano: Perceptions of Inequality and Distributive Injustice in Contemporary China*, Stanford (CA), Stanford University Press.

Wojcik S., 2010, « La démocratie électronique, mythe et réalité », in J.-V. Holeindre, B. Richard (dir.), *La démocratie. Histoire, théories et pratiques*, Auxerre, Éditions Sciences Humaines, p. 120-127.

Wongo Ahanda A., 2015, *Élections, vote et représentation politique des Africains de l'étranger. Suivi du Guide des opérations électorales en dehors des frontières nationales*, Paris, L'Harmattan.

Wright S., 2012, « From “third place” to “third space”: Everyday political talk in non-political online spaces », *Javnost – The Public*, 19 (3), p. 5-20.

Wyatt R. O., Katz E., Kim J., 2000, « Bridging the Spheres: Political and Personal Conversation in Public and Private Spaces », *Journal of Communication*, 50, p. 71-92.

Xiao W., 2012, *Freedom of Information Reform in China: Information Flow Analysis*, Londres/New York, Routledge.

Yang G., 2009, *The Power of the Internet in China: Citizen Activism Online*, New York, Columbia University Press.

Yang L., Zheng Y., 2012, « Fen Qings (Angry Youth) in Contemporary China », *Journal of Contemporary China*, 21 (76), p. 637-653.

应星 Ying X., 2001, 大河移民上访的故事. 北京: 三联书店.

应星 Ying X., 2007, 草根动员与农民群体利益的表达机制. *社会学研究*, 2, p. 1-23.

Young I. M., 1996, « Communication and the Other: Beyond Deliberative Democracy », in S. Benhabib (dir.), *Democracy and Difference. Contesting the Boundaries of the Political*, Princeton, Princeton University Press, p. 120-135.

徐小涵 Xu X., 2010, 两种“反抗史”的书写——斯科特和底层研究学派的对比评述. *社会学研究*, 1, p. 211-227.

Zhang J., 2002, « A Critical Review of the Development of Chinese e-Government », *Perspectives*, 3 (7).

Zhang L., Fung A., 2013, « The myth of “shanzhai” culture and the paradox of digital democracy in China », *Inter-Asia Cultural Studies*, 14 (3), p. 401-416.

Zheng Y., 2008, *Technological empowerment: the Internet, state, and society in China*, Stanford, Stanford University Press.

Zhou Y., 2006, *Historicizing online politics, telegraphy, the Internet and political participation in China*, Stanford, Stanford University Press.

